



SAINT-DENIS CANTON NORD-EST

Franc-Moisin/Bel-Air/Floreal/Saussaie/Courtville/St-Rémy/Cosmonautes/Joliot-Curie/La Tournelle St Louis/Champs de Courses/Barbusse/Centre-ville
Allende/Vert-Galant/Stalingrad/Gabriel-Péri/Politzer/Mutuelle/Chantilly/Romain-Rolland/Cachin/La digne du Croult/Langevin.



D

jà en 2003, le gouvernement de Droite avec François Fillon comme ministre s'était attaqué aux retraites. Elles étaient menacées : une réforme était indispensable, des sacrifices nécessaires. Le front syndical étant fissuré la réforme était passée entraînant un allongement des cotisations, 7 ans après on constate, une baisse des pensions.

Une grande campagne est en cours pour nous faire avaler une nouvelle réforme en s'attaquant aux futurs retraités modestes.

Pourquoi cette situation se renouvelle ?

D'abord, sous prétexte de sauver le système de répartition basé sur une solidarité entre génération et une contribution des employeurs, Sarkozy veut en réalité ouvrir le marché de la retraite aux assurances privées. Un marché bien juteux qui fait saliver les banques et les sociétés d'assurance. Pour cela, il veut augmenter la durée des cotisations, ce qui fera partir plus tard et comme l'emploi n'est pas au rendez-vous, devant l'impossibilité d'avoir la totalité des annuités, ce sont les retraites qui seront amputées.

Et que ceux qui le veulent ou qui le peuvent, prennent une assurance privée dite « épargne retraite » pour avoir une pension décente. Voilà le schéma que le gouvernement veut faire passer en s'appuyant sur une fausse évidence : la durée de vie étant plus longue, il faut prendre sa retraite plus tard ;

o Tant pis pour les salariés aux conditions de travail difficiles qui auront du mal à allonger leur temps de travail.

o Tant pis pour les salariés qui n'atteignent pas les 60 ans, car mis en préretraite ou au chômage !

o Mais ils poursuivent les politiques d'allègement des charges des entreprises qui diminuent d'autant les caisses de retraite

o Maintiennent les allègements des impôts des plus fortunés et épargnent les revenus du capital, des profits et de la spéculation. Il est évident que la droite veut se servir de la crise, des difficultés de la Grèce pour accentuer la politique de régression sociale menée depuis 2002 et aggravée par l'élection de Nicolas Sarkozy. Il nous faut résister, imposer des reculs et proposer d'autres solutions.

C'est possible si l'on s'unit et si tout le monde à gauche comprend qu'il faut maintenant faire face, pour imposer plus de justice sociale. Sauver les retraites, c'est maintenir l'âge légal à 60 ans, ne pas allonger la durée des cotisations qui ferait baisser le niveau des pensions.

C'est de notre mobilisation que dépend la qualité de nos futures retraites.

Bally BAGAYOKO, Vice-Président, Conseiller Général, Maire-Adjoint

STOP AU BLOCUS SUR GAZA

Une flottille de 6 bateaux transportant 700 militants de 40 nationalités, dont des Français, faisait route vers Gaza dans le cadre d'une opération humanitaire pour briser le blocus insupportable imposé depuis 3 ans par l'armée israélienne au mépris du droit international.

Rien ne peut justifier une telle opération militaire quand la sécurité d'Israël n'était ni en jeu ni en cause.

L'émotion dans le monde est immense mais c'est la condamnation la plus ferme qui doit s'imposer.

Tout autre attitude qui n'imposerait pas aux dirigeants israéliens un retour à la raison et la recherche sincère d'une paix juste avec les palestiniens serait une fois de plus perçue comme de la complaisance sinon un acquiescement.

Lire la suite sur le Blog

LES CONSEQUENCES DES REFORMES EN QUELQUES MOTS

REFORMES DE SARKOSY

REDUCTION DES COMPETENCES DES VILLES, DEPARTEMENTS, REGIONS

SUPPRESSION DES CONSEILLERS GENERAUX ET REGIONAUX

SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

CONSEQUENCES

Impossibilité de financer les associations culturelles, sportives, les centres de loisirs, les crèches, aides aux jeunes.....

**moins de proximité avec la population
Coûtera plus cher
Liquidation des contre-pouvoirs**

Les entreprises ne contribuent plus qu'à 30% au lieu de 70% à l'effort de solidarité. Baisse des ressources des villes, départements, régions et intercommunalités, risque de réduction des services publics et une augmentation prévisible des impôts ménages.



« Nous sommes confrontés à 3 propositions : réforme du Grand Paris, suppression de la Taxe Professionnelle et réforme des collectivités locales, qui participent d'un même projet politique. Il s'agit d'une remise en cause fondamentale de la décentralisation, qui a permis, de faire face au désengagement de l'État. Après le débat sur le Grand Paris, qui s'assoit sur les collectivités locales pour installer un « Grand 8 » au détriment des intérêts locaux.

La réforme territoriale achève l'offensive gouvernementale contre les collectivités locales, derniers contre-pouvoirs locaux à la politique néolibérale de Sarkozy et derniers représentants publics véritablement présents dans les territoires. Que deviendront nos territoires, en Seine-Saint-Denis et ailleurs, sans les politiques volontaristes des communes, de leurs communautés d'agglomération, des conseils généraux et régionaux ? »

Patrick Braouezec, Député, Président de Plaine Commune

QU'EN PENSEZ VOUS?



Ce n'est pas en enlevant la taxe professionnelle que les choses vont s'arranger. C'est dans l'intérêt de tous de se mobiliser. Elles n'apportent rien pour les gens, pire le peu qu'ils avaient on va leur enlever. C'est comme un budget de familiale, une paie en moins. Avec des ressources en baisse j'imagine que tout va être plus long, tout sera reporté à plus tard, car il n'y aura pas les moyens, des choses risquent d'être sacrifiées.

Mamadou, Quartier Franc-Moisin/Bel-Air



Moins pour les collectivités plus pour le patronat, ça ne changera pas grand-chose. Les réformes ça va apporter quel changement réel dans la situation des gens ? Rien ! Les patrons feront des économies, ils n'en feront pas bénéficier les salariés, comme toujours. Ces réformes ne feront qu'empirer les choses. Si un référendum avait lieu ces réformes ne passeraient pas. C'est pour ça qu'il le fait passer en force sans référendum.

Said, Quartier Allendé



Moi, je ne suis pas d'accord. Je suis signataire de la carte pétition pour la défense des services publics, lancé par la ville. Où est ce qu'on va avec ces décisions. Il faut se défendre ne pas laisser faire les choses. C'est aujourd'hui les réformes, et si on laisse passer ça, c'est d'autres services qui vont disparaître. On s'est battu sur la question de la poste alors on imagine ce que peut devenir notre quartier avec les réformes en cours.

Valérie, Quartier Floréal



Moi je suis contre. En cas de suppression, nous les habitants on va prendre un coup, car il y a beaucoup de familles modestes. Il y a beaucoup de choses qui risquent d'être perdus pour nous. Au moins si ça contribuait à recruter des gens du territoire. Les entreprises font déjà des bénéfices. J'attends des élus, qu'ils nous soutiennent car on a pas beaucoup de soutien budgétaire de la part de l'état. Pire, il nous abandonne.

Sandrine, Quartier Cosmonaute

QU'ATTENDEZ VOUS DE VOS ELUS DANS CETTE PERIODE?



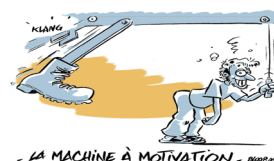
L'action des élus, quand elle n'est pas accompagnée de l'intervention des citoyens, est inopérante. L'affaiblissement des partis politiques de gauche laisse un vide. J'attends, qu'ils prennent leur place dans la reconstruction de l'action collective, pour aider à comprendre les enjeux. A Saint-Denis, nous avons une tradition de luttes, mais trop de personnes subissent la vie qui leur est faite, sans penser qu'elles peuvent en infléchir le cours. C'est dans les luttes que se forment l'exigence de dignité et la conscience qu'ensemble on représente une force. Ensemble, agissons ! **Claudie, Quartier Mutualité**



Les élus doivent défendre les intérêts des habitants. ils ont à faire des choix difficiles. Certains habitants se plaignent déjà du peu qu'ils payent. Il faut une petite augmentation des impôts pour que chacun contribue à l'effort. Mais ça va être difficile, car quand il s'agit du portefeuille, beaucoup se plaignent. Ce n'est pas évident. Saint-Denis c'est notre ville, on doit se battre ensemble, sinon on va couler. **Fatoumata, Quartier Joliot-Curie**

Projets

Les élus doivent aller vers les gens et être plus crédibles. Il faut donner envie aux gens d'avoir des projets. Même un avis, certains ne souhaitent pas le donner car ils ne sont pas considérés. Il faut aller contre la réforme. Ce n'est pas qu'une histoire de politique, mais une histoire de qualité de vie. Ils n'ont pas envie de s'investir pour la politique mais pour eux. Le problème c'est les conséquences que cela va avoir. Les gens doivent le comprendre. **Yassine, Quartier Gabriel-Péri**



Il faut se bouger, se mobiliser, faire des pétitions, mouvements, réunions d'explication aux habitants, se mettre devant l'Élysée, faire des manifestations, il faut se motiver. On peut compter sur nos élus pour être au premier rang de ces luttes. Les élus doivent impulser la mobilisation et mieux expliquer les enjeux de ces réformes, car beaucoup, n'en sont pas conscients. **Jean-Marc, Quartier Floralé**

QUE DIT L'ANCIEN CONSEILLER REGIONAL



Le besoin que tout le monde se mêle de politique est plus fort que jamais. C'est à ce moment crucial du cheminement de notre société, que Nicolas Sarkozy décrète : il y a trop d'élus et ça coûte trop cher. Alors, avec le gouvernement et la droite, il tranche dans le vif et va supprimer chaque conseiller régional et chaque conseiller général des départements pour n'en faire qu'un : en 2014. Moins d'élus, c'est moins de démocratie.

Le gouvernement transforme le paysage des territoires que l'histoire façonné, communes, départements, régions, en multipliant les regroupements forcés et diminue leurs ressources en exonérant les entreprises de leur financement par la taxe professionnelle, supprimée. D'autres réformes utiles et efficaces pour plus de démocratie, plus de services publics, plus d'investissements, avec un Etat qui prend aussi ses responsabilités et veille à des richesses mieux partagées, sont possibles.

Jean Brafman

“PLAINE COMMUNE MÊME COMBAT”



Plaine commune va perdre avec la suppression de la taxe professionnelle, 10 millions d'euros, soit le coût d'un groupe scolaire.

Ce n'est plus les salaires ou l'investissement qu'il faut taxer, mais la valeur ajoutée et les profits financiers.

Toutes nos collectivités ont leur utilité et leur rôle à jouer dans la complémentarité des politiques partenariales. Il convient sans doute de mieux organiser et rationaliser leurs compétences en donnant à chaque niveau une responsabilité de chef de file.

En cela, la suppression de 3000 élus en France, présentée par Sarkozy comme un progrès démocratique est une ignominie anti-démocratique. Avec cette mesure ce qui est recherché c'est la disparition des départements à terme.

Notre société a besoin plus que jamais, du service public de proximité et délus pour le faire vivre.

Jacques Marsaud Directeur Général Des Services de Plaine Commune

Collège Jean Lurçat

Depuis son installation dans des préfabriqués suite à l'incendie qui l'a ravagé en 2003. Après l'investissement majeur de Didier Paillard, sur ce dossier. Je poursuis et multiplie les interventions afin que tous les travaux nécessaires soient réalisés pour réduire les conditions difficiles d'enseignement. Parents, enseignants, élèves sont légitimement mobilisés pour que, dans l'attente du nouveau collège prévu en 2012, les collégiens ne soient pas pénalisés.

Le permis de construire est déposé et les travaux devraient démarrer en 2010. Je suivrai cette reconstruction avec la plus grande attention. Dans cette période difficile, l'Inspection Académique ne trouve rien de mieux que d'annoncer la fermeture d'une classe pour la rentrée 2010. Ce n'est pas acceptable. J'ai adressé un courrier de protestation à l'Inspecteur d'Académie que vous trouverez [sur mon blog](#).

Ligne 13 / Ligne 14

Ligne 13, soulagement insuffisant !

Le stif vient d'annoncer la prolongation de la ligne 14 jusqu'à la Mairie de Saint-Ouen en 2017. C'est un premier succès qui devrait soulager les trajets difficiles des usagers de cette ligne de métro.

Le mercredi 3 février, j'ai participé à une réunion de concertation organisée par la Stif en présence de 150 Dionysiens,

sur la saturation de la Ligne 13. Je partage l'avis du Maire, Didier Paillard, pour qui ce premier acquis est appréciable mais ne règle le problème ni sur le fond ni durablement, encore moins sur le quotidien. Avec le développement de Saint Denis et de la Plaine en particulier, la solution efficace reste le dédoublement de la ligne 13. Prenons-le comme une avancée et continuons la lutte !

EPN/Intranet CG93

Dans le cadre de l'aide au fonctionnement d'Espaces Publics Numériques (EPN) et sur ma proposition, 12 associations départementales, dont une de St Denis, se sont vues attribuer une subvention pour développer le numérique dans les quartiers. Pour un montant total de plus de 35000 Euros. Cette aide vient accompagner les actions portées par la ville dans les écoles et le conseil général dans les

collèges. Dans le même esprit, un nouvel intranet plus dynamique mieux fonctionnel, à l'attention des 8000 agents du Conseil Général a été mis en ligne depuis début février 2010. Dans quelques mois, c'est le site internet du CG93, qui sera entièrement toiletté, pour répondre aux attentes des habitants.

NON A LA SUPPRESSION DE 48 POSTES A PARIS 8 :



En tant que membre du CA Paris 8 et Conseiller Général, j'ai adressé un courrier à Valérie Pécresse, pour m'élever contre le blocage de la campagne d'emplois 2010 qui mettrait, s'il était maintenu l'Université dans l'impossibilité de poursuivre une part importante de ses missions.

« Peut-on simplement imaginer, Madame la Ministre, que l'Université puisse se passer des 48 postes dont le recrutement ne peut ainsi aboutir sans mettre en péril son simple fonctionnement normal et la scolarité de nombreux étudiants ? ».

[Lire la suite sur le blog.](#)

Défense de l'Hôpital Public



La loi Hôpital, Patients, Santé, Territoire dite loi Bachelot a supprimé l'appellation de « Service Public Hospitalier ». Elle ne parle plus que d'« Etablissement de Santé ». Elle cherche à transformer l'hôpital public en entreprise. Pour être rentable l'hôpital devra sélectionner les pathologies et les patients, et diminuer le nombre de personnels : moins d'infirmières, d'aides soignantes, de médecins, d'assistantes sociales. L'Etat prévoit de supprimer 20 000 emplois dans l'ensemble des hôpitaux publics. L'Hôpital Public doit avoir un financement lui permettant de remplir ses missions.

CDPTT



Depuis 2008, je préside la Commission Départementale de Présence Postale Territoriale, qui émet un avis sur le rapport annuel d'accessibilité du réseau postal, propose une répartition de la dotation départementale du fonds national de péréquation territoriale, pour remettre en état certains bureaux de poste. C'est dans ce cadre que plusieurs bureaux de Poste du département, ont bénéficié de travaux de rafraîchissement en complément du programme de La Poste. C'est le cas pour celui de Casanova au Franc-Moisin.

A VOTRE SERVICE

Je vous reçois sur rendez-vous : Les samedis de 9 heures à 15 Heures ; Mardis ou Vendredis de 17 Heures à 20 Heures 30.
En téléphonant au 01 49 33 63 58 ou 01 43 93 93 92
ou par email : bbagayoko@cg93.fr; bally.bagayoko@ville-saint-denis.fr

AUCUN APPEL OU EMAIL NE RESTE SANS REPONSE

VOUS VOULEZ RECEVOIR LA NEWSLETTER MERCI DE FAIRE PARVENIR VOTRE ADRESSE E-MAIL